

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagnworte	Eidgenössische Wahlen
Akteure	Christlichdemokratische Volkspartei (CVP; -2020), Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz (FDP; -2009)
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Eperon, Lionel
Gianola, Giada
Gilg, Peter
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Holenstein, Katrin
Longchamp, Claude
Müller, Eva
Rinderknecht, Matthias

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Eperon, Lionel; Gianola, Giada; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Longchamp, Claude; Müller, Eva; Rinderknecht, Matthias 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Eidgenössische Wahlen, Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz (FDP; -2009), Christlichdemokratische Volkspartei (CVP; -2020), 1979 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Institutionen und Volksrechte	1
Parlamentsmandat	1
Wahlen	1
Eidgenössische Wahlen	1
Aussenpolitik	10
Beziehungen zur EU	11
Infrastruktur und Lebensraum	11
Umweltschutz	11
Allgemeiner Umweltschutz	11
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	11
Parteien	11
Grosse Parteien	11

Abkürzungsverzeichnis

EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
EU	Europäische Union
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
FORS	Zentrum für Sozialforschung
CNG	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund (Vorgänger von Travail.suisse)

AELE	Association européenne de libre-échange
UE	Union européenne
EEE	l'Espace économique européen
FORS	Centre pour les études sociales
CSC	Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (Prédécesseur de Travail.suisse)

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Institutionen und Volksrechte

Parlamentsmandat

WAHLGESCHÄFT
DATUM: 12.03.2018
MARC BÜHLMANN

Zwei weitere **neue Ratsmitglieder** wurden in der Frühjahrssession vereidigt: Nicolò Paganini (cvp, SG) ersetzte Jakob Büchler (cvp, SG) und Michael Töngi (gp, LU) rückte für Louis Schelbert (gp, LU) nach.

Büchler war nach 15 Jahren im Nationalrat zurückgetreten. Da die CVP St. Gallen eine Amtszeitbeschränkung kennt, hätte der 65-jährige nicht mehr erneut kandidieren können. Er machte deshalb dem als Anwalt tätigen Paganini Platz, der zudem seit 2011 als Direktor der Olma-Messen fungiert.

Der 65-jährige Schelbert war seit 1975 politisch tätig gewesen: zuerst in der POCH, später für die Grünen, für die er die Ochsentour vom Städt Luzerner Parlament über den Kantonsrat bis hin in den Nationalrat absolvierte, in den er nach dem Rücktritt von Cécile Bühlmann (gp, LU) 2006 nachgerutscht war. Sein Nachfolger, der 50-jährige Michael Töngi, wollte seinen Job als Generalsekretär des Schweizerischen Mieterinnen- und Mieterverbandes aufgeben. Schelbert machte keinen Hehl daraus, dass er für Töngi den Platz räumte, um dessen Wiederwahlchancen im Herbst 2019 zu erhöhen. Es sei für die Grünen in Luzern ansonsten sehr schwierig, ihr Mandat zu verteidigen.

Paganini wurde durch seinen Schwur der Eidesformel vereidigt, während Töngi das Gelübde ablegte. Seit den letzten Wahlen wurden somit im Nationalrat bereits 14 Sitze neu besetzt.¹

Wahlen

Eidgenössische Wahlen

WAHLEN
DATUM: 06.10.1979
PETER GILG

Cependant, pour de larges couches des électeurs, **la compétition pour les sièges parlementaires n'a été perçue qu'au travers des moyens de communication collective où les contours s'estompent**. Des investigations sur la formation des opinions au cours de la campagne qui a précédé les élections du Conseil national en 1979, il ressort que les assemblées publiques, les affiches et les tracts ont été des instruments peu efficaces. La presse et la télévision ont été tenues pour les plus déterminants. Aussi l'information et la propagande ont-elles été concentrées sur la presse (partie rédactionnelle et publicité). De manière générale, on a admis que les dépenses se sont accrues. Tandis que le professeur Erich Gruner les avait estimées à CHF neuf millions lors des élections de 1975, elles ont été évaluées à dix millions au minimum en 1979. A cette somme on a ajouté quelque CHF quatre millions représentant les dépenses des associations, des comités électoraux et des candidats eux-mêmes. Un entrepreneur en bâtiment zurichois a même organisé un «train-croisière» avec wagon-salon et wagon-restaurant. Divers partis ont recouru, eux aussi, à des méthodes inhabituelles. Le PRD a diffusé parmi ses adhérents des cravates, des cabas, des parapluies et des boutons aux couleurs (rouge et bleu) du parti, et sur lesquels étaient imprimés des slogans convaincants. Le PSS a concentré sa campagne sur un thème bien précis: il a publié un «Livre noir» dénonçant les faiblesses de l'armée; cette publication a suscité les réactions que l'on attendait. Si l'on fait exception des assauts idéologiques auxquels se sont livrés ici et là le PS et le PRD, la campagne a laissé l'impression d'une foire d'empoigne plutôt que celle d'une joute civique. On a relevé aussi que les affrontements ont mis plus fortement l'accent sur la politique cantonale que sur la politique fédérale.²

WAHLEN
DATUM: 07.10.1979
PETER GILG

La campagne électorale n'a reflété que dans une certaine mesure les tensions politiques profondes. Certes, les partis, pour augmenter leur impact, ont publié des programmes d'action, sur lesquels nous reviendrons. Parmi les quatre partis gouvernementaux, les socialistes ont adopté le ton le plus agressif. Ils se faisaient forts de proposer la solution de rechange convenant à un monde en pleine mutation et reprochaient au «bloc bourgeois» de rejeter toute innovation. A l'opposé, le PRD mettait l'accent, pour maîtriser les tâches, sur les libertés et les responsabilités individuelles. Il va sans dire que cela signifiait: moins d'Etat. Il mettait aussi en garde contre la menace que représente une «gauche doctrinaire». Le PDC constatait, de son

côté, l'ampleur des mutations sociales et se distançait tant du collectivisme que du vieux libéralisme. L'UDC occupait enfin une position médiane, insistant sur le lien entre progrès et tradition.³

WAHLEN
DATUM: 22.10.1979
PETER GILG

Les modifications des rapports de force ont toutefois été différentes d'un canton à l'autre. Dans certains d'entre eux, tant le groupe des partis bourgeois que celui des partis de gauche ont considérablement augmenté leurs proportions respectives d'électeurs. Ce furent surtout les cantons dans lesquels le PRD et le PS se sont disputés un siège au Conseil des Etats. Dans d'autres cantons, le déplacement eut lieu unilatéralement de gauche à droite. Ainsi, à Berne, le PS a perdu, au profit de l'UDC, le premier rang parmi les partis, alors qu'il l'avait occupé quatre décennies durant. Dans le canton de Vaud, les socialistes ont aussi cédé leur première place aux radicaux qui retrouvent ainsi – après l'éclipse d'une législature – leur suprématie. Toutefois, des déplacements d'importance relative ont été enregistrés entre partis cantonaux proches: aux Grisons, le PRD l'a emporté sur l'UDC (ancien Parti démocratique) et à Bâle-Ville, ce même parti a repris la tête des partis bourgeois. En revanche, à Genève et à Neuchâtel, il a cédé la place aux libéraux.

WAHLEN
DATUM: 23.10.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Avec **1880 candidats ou candidates** dans les 21 cantons où l'élection a lieu au système proportionnel, le nombre des candidatures est resté approximativement le même que lors des deux dernières élections fédérales. En revanche, les 187 listes déposées ont constitué un nouveau record. Cette situation résulte de l'évolution des partis verts qui se sont scindés en deux courants: les écologistes et les alternatifs. Un autre développement nouveau a marqué la procédure du choix des candidats au sein du PRD bernois où la députée cantonale Leni Robert-Bächtold, de l'aile gauche du parti radical, fut écartée de la liste de son parti pour l'élection au Conseil national. En guise de protestation, une série de membres importants ont quitté le parti radical et ont présenté avec succès une liste dissidente appelée «liste libre» (Freie Liste).⁴

WAHLEN
DATUM: 23.10.1983
CLAUDE LONGCHAMP

L'apparition des femmes sur l'avant-scène électorale a généralement pris des allures d'indépendance. Quantitativement, la quote-part de leur présence moyenne sur l'ensemble des listes s'est de nouveau accrue pour atteindre un quart des candidatures (1979: 18.4%). Les POCH furent la seule formation qui a adopté un équilibre entre les deux sexes dans ses candidatures sur le plan national. Les candidatures féminines des trois partis bourgeois et gouvernementaux ont été relativement rares. – A l'exception de Neuchâtel, où le PDC n'a présenté aucun candidat, les grands partis ont établi une liste dans tous les cantons connaissant l'élection au système proportionnel, tandis que l'UDC, l'Adl et l'extrême droite ont tenté leur chance dans environ la moitié de ces cantons.⁵

WAHLEN
DATUM: 23.10.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Les partis gouvernementaux ont avant tout mis l'accent sur leurs choix fondamentaux: dans leurs publications, les radicaux ont fait l'apologie de l'épargne et de la responsabilité individuelle au sein de l'Etat social, largement développé; ils ont aussi engagé une polémique contre la gauche revendicatrice. De leur côté, les socialistes ont dénoncé, derrière la formule radicale, la volonté de réduire les prestations sociales et ils ont engagé la controverse sur la nécessité de maintenir l'influence de l'Etat; ils ont, de surcroît, diagnostiqué d'autres problèmes d'actualité: la sécurité de l'emploi dans un environnement favorable a dominé le programme des objectifs à la fois rouges et verts. En insistant sur la famille, le PDC a prôné le maintien des valeurs traditionnelles et s'est déclaré partisan d'une péréquation entre les extrêmes. Enfin, l'UDC a demandé au gouvernement d'agir concrètement plutôt que de se perdre dans des théories complexes. Dans les groupements d'opposition, on a remarqué des développements classiques et d'autres plus inédits. En effet, la droite nationaliste mit une fois de plus l'accent sur son combat contre la politique gouvernementale à l'égard des étrangers et des réfugiés, tandis que l'Adl a dénoncé, par la voix de ses ténors, l'arbitraire de certaines grandes structures. Chez les partis verts, les idées non conformistes ont prévalu dans maints domaines, alors que les POCH ont tenté de jouer un rôle de leader parmi les mouvements alternatifs avec une initiative visant à suspendre la construction des autoroutes.⁶

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Resultate für die Nationalratswahlen wurden von den Medien generalisierend unter dem Begriff der **Protestwahl** zusammengefasst. **Populistische und rechtsnationale Parteien und Bewegungen** konnten – allerdings nur in der deutsch- und italienischsprachigen Schweiz – zum Teil recht grosse Wähleranteile für sich gewinnen und auf Kosten der bürgerlichen Parteien, vor allem der FDP und der CVP, Sitzgewinne verzeichnen. So gelang es der **Auto-Partei** ihren Wähleranteil von 2,6% auf 5,1% zu steigern und ihre Mandatszahl von zwei auf acht zu erhöhen, womit sie Fraktionsstärke erreicht hat; hohe Wähleranteile zwischen 11% und knapp 16% erreichte sie in den Kantonen Schaffhausen, St. Gallen, Aargau und Appenzell Ausserrhoden. In Bezug auf die Wählerschaft der AP änderte sich die geschlechtermässige Zusammensetzung gegenüber 1987: Sie erreichte die gesamtschweizerischen Durchschnittswerte von 54% Männern und 46% Frauen. Hinsichtlich des Alters blieb die AP eine Partei der Jungen; fast 50% ihrer Wähler sind weniger als 40 Jahre alt. Die Vertreter selbständiger und handwerklicher Berufe sowie Arbeiter bilden die stärksten Gruppen innerhalb ihrer Wählerschaft. Die **Schweizer Demokraten** gewannen zwei Sitze hinzu, um mit neu fünf Mandaten als Fraktion ins Parlament zu ziehen. Ihren Wähleranteil konnten sie allerdings nur um 0,8% auf 3,3% (ohne Vigilance GE) verbessern.⁷

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Tessin sorgte die Protestbewegung "**Legha dei Ticinesi**" mit einem Wähleranteil von über 23% und zwei Sitzgewinnen für eine erdrutschartige Verschiebung im Parteiengefüge; da ihre Gewinne vor allem zulasten der CVP gingen, rutschte diese hinter die FDP auf den zweiten Platz. Ein erstaunliches Protestpotential am äussersten rechten Spektrum manifestierte sich im Kanton Schwyz, wo unter der Listenbezeichnung "Partei der Zukunft" der Führer der rechtsextremen "Patriotischen Front", Marcel Strebel, 6,4% der Wählerstimmen erreichte, was allerdings nicht für einen Sitz ausreichte.

Die **FDP und die CVP mussten ihre Verluste** – insgesamt 3,4% Wählerstimmen und dreizehn Sitze – **vor allem dort hinnehmen, wo rechtspopulistische Parteien Erfolg hatten** (TI, SG, AG, TG). Bei der FDP und der CVP, welche seit der Einführung des Proporzwahlrechtes 1919 die schlechtesten Resultate erzielten, fielen die Ergebnisse in den einzelnen Kantonen sehr unterschiedlich aus. Die FDP verlor beispielsweise überdurchschnittlich viele Wähler in ihren Hochburgen Schaffhausen und Solothurn, aber auch im Aargau und in St. Gallen. Hingegen gewann sie Stimmen in traditionell nicht freisinnig dominierten Gebieten; die CVP erlitt am meisten Verluste in den Kantonen Tessin, Aargau, Thurgau, St. Gallen und Schwyz. Die **SP konnte den Abwärtstrend stoppen**; sowohl sitzmässig als auch in Bezug auf ihre Wähleranteile verharrte sie auf dem Niveau von 1987 und verfehlte somit ihr erklärtes Ziel von 20% Wähleranteil deutlich. Von der Wählerstruktur zeigte sich die SP bei den diesjährigen Wahlen verstärkt als eine Partei der Jungen; 39% ihrer Wählerinnen und Wähler waren jünger als 40 Jahre und nur 13% standen im Rentenalter. Die **SVP konnte ihre Sitzzahl halten** und an Wähleranteilen zulegen. Nachdem sie bereits bisher stärkste politische Kraft in den Kantonen Bern und Thurgau war, rückte sie nun auch in den Kantonen Zürich und Aargau zur ersten Partei bei nationalen Wahlen vor. Die GP konnte in drei Kantonen (LU, SO, SG), in welchen sie bisher noch keinen Sitz hatte, ein Mandat erobern; in den Kantonen Aargau und Baselland hatte in der Legislaturperiode 1987–1991 der Wechsel je eines Sitzes des Grünen Bündnisses resp. der POCH zur GP stattgefunden. Ihren **Wähleranteil konnte die GP von 4,9% auf 6,1% erhöhen**, wobei sie in der Westschweiz ausser im Kanton Neuenburg überall Anteile verlor. **Auf der Gewinnerseite stand die LP**, welche sowohl die Mandatszahl (+1) als auch den Wähleranteil (von 2,5% auf 3,0%) erhöhen konnte. Der LdU gehörte hingegen zu den Verlierern. Er wurde am stärksten im Kanton Zürich getroffen, wo er fast die Hälfte seines Wähleranteils und zwei seiner vier Sitze einbüsste; im Kanton Bern verlor er sein einziges Mandat.⁸

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **FDP blieb** trotz ihren Verlusten **stärkste Partei** und sprach als einzige mehr als 20% der Wählenden an. Die SP rückte mit einem gemessen am Wähleranteil knappen Vorsprung, jedoch mit deutlich mehr Sitzen als die CVP auf die zweite Position vor; vierte Partei blieb die SVP. Seit Bestehen der Zauberformel haben alle vier im Bundesrat vertretenen Parteien zusammen und auch einzeln erstmals keine Sitze gewinnen können. 146 der 200 Nationalrätinnen und Nationalräte gehören einer dieser vier Parteien an; zusammen erhielten sie 79% der Stimmen. An fünfter Stelle rangiert die GP mit 6,1% und neu 14 Sitzen. Gemessen am Wähleranteil folgen darauf die AP und die SD. Mit lediglich 3% Wähleranteil erreichte die auf wenige Kantone beschränkte LP zehn

Sitze. Die im Parlament eine Fraktionsgemeinschaft bildenden LdU und EVP erzielten 2,8% resp. 1,9% der Stimmen und 5 resp. 3 Sitze. Erstmals in der Bundesversammlung vertreten ist die EDU, welche gesamtschweizerisch auf einen Stimmenanteil von 1% kam. Nicht mehr im Nationalrat vertreten sind hingegen die POCH; die Grün-Alternativen sind es nur noch dank der FraP (ZH). Ihre Kandidatinnen und Kandidaten waren teilweise von der SP, teilweise von der GP aufgenommen worden. Hingegen konnte die PdA in der Waadt mit dem Kantonalpräsidenten Zisyadis einen zweiten Sitz ergattern. Nach politisch-ideologischen Lagern analysiert, haben sich die rot-grünen Kräfte etwa halten können, die politische Mitte ist weiter geschrumpft und das rechte, ausserhalb der Regierung politisierende Lager ist klar gestärkt aus den Wahlen hervorgegangen.

Durch **Zusammenschlüsse auf Fraktionsebene** haben sich die Sitzverteilungen im Nationalrat und die Wähleranteile noch leicht verändert; die Sozialdemokraten nahmen den Vertreter der PSU (TI), Werner Carobbio, und die FraP-Vertreterin Christine Goll (ZH) in ihre Reihen auf, womit sie zusammen 19,1 % Anteil erhalten. Die ursprünglich vorgesehene Absprache einer Fraktionsgemeinschaft zwischen Vertretern und Vertreterinnen des links-grünen "DACH"-Bündnisses und der PdA kam, bedingt durch das schlechte Abschneiden der alternativen Linken, nicht zustande; die beiden Nationalräte der PdA blieben fraktionslos. Der einzige Gewählte der EDU, Werner Scherrer (BE), verblieb auch ausserhalb der Fraktionen. Die CVP nahm den Vertreter der unabhängigen Christlichsozialen Partei des Kantons Freiburg, Hugo Fasel, auf (37 Mandate, 18,6%). Der LdU bildete wie bisher zusammen mit der EVP und dem parteilosen Herbert Maeder (AR) eine neunköpfige Fraktion (5%). Die SD schliesslich schlossen ein Zweckbündnis mit der Lega dei Ticinesi (7 Mandate).⁹

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton **Aargau** fiel der Rechtsrutsch deutlicher aus als im schweizerischen Durchschnitt. Die CVP und die SP büssten je einen Sitz zugunsten der AP ein, welche einen Wähleranteil von 13,2% erreichte. Die Verluste an Wähleranteilen waren bei der CVP und FDP mit 4,3% resp. 3,9% am grössten. Die innerhalb der Mutterpartei zum rechten Flügel zählende Aargauer SVP konnte ihren Wähleranteil um über 2% steigern, womit sie zur stärksten Partei des Kantons wurde (17,9%). Trotzdem erzielten die rechts von der SVP stehenden Parteien (AP, SD, EDU) im Aargau mit über 19% den gesamtschweizerisch höchsten Stimmenanteil.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Der Rechtsrutsch machte sich auch in den beiden Basler Halbkantonen bemerkbar. Im **Baselbiet** gewannen die SD einen Sitz zulasten der CVP; diese gewann wiederum in **Baselstadt** den Sitz des früheren POCH-Vertreters. Unter den bürgerlichen Parteien waren wähleranteilmässig in beiden Halbkantonen die Freisinnigen jene, die am meisten zulegen konnten.¹¹

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton **Bern** haben die drei grossen Parteien SVP, SP und FDP sowie der LdU je einen Sitz verloren. Die Verluste an Wähleranteilen betragen für diese Parteien über 6%. Nutzniesser waren die zur GP gehörende Freie Liste, die SD, die AP und die EDU, welche je einen Sitz gewannen. Prominentester Verlierer war der Bisherige Paul Günter (ldu), welcher ebenso für beide Räte kandidiert hatte wie die bekannteste Persönlichkeit auf der Gewinnerseite, die ehemalige Regierungsrätin Leni Robert (gp). Der Berner CVP-Sitz wechselte vom deutschsprachigen Kantonsteil in den Südjura, wo die CVP-Liste als Sammelbecken der Autonomisten diente. Dank einer Unterlistenverbindung zwischen der südjurassischen CVP, der Jungen CVP und der CVP des Laufentals wurde der dissidente Freisinnige Jean-Claude Zwahlen, der allerdings in die CVP-Fraktion eintrat, gewählt.¹²

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Ostschweiz** gehörten die SP, die Grünen und die AP zu den Gewinnern; auf der Verliererseite standen die CVP und die FDP. In St. Gallen eroberte die AP und die GP je einen Sitz. In Glarus ging der einzige Nationalratssitz von der SVP an die SP über. In Graubünden konnte die SP, dank einer Listenverbindung mit den Grünen, der CVP einen Sitz abnehmen. In Schaffhausen blieb die Sitzverteilung unverändert, obwohl die FDP, die CVP und die SP Wähleranteile zugunsten der AP und des Grünen Bündnisses verloren. Gleiches gilt in Bezug auf die Sitzverteilung auch für den Thurgau, wo insbesondere die CVP massiv Wähleranteile einbüsste.¹³

WAHLEN

DATUM: 20.10.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Romandie** fielen die Resultate sowohl sitzmässig wie wähleranteilmässig sehr uneinheitlich, in vielen Fällen den nationalen Trends widersprechend, aus. So verlor die FDP in Genf über 5%, legte aber im Wallis, im Jura und in Neuenburg zu. Die CVP verlor in allen welschen Kantonen Anteile, ausser im Jura, wo sie sich bei Abwesenheit der PCSI um drei Prozent verbessern konnte. Einen grossen Sprung nach vorn machten die Sozialdemokraten in Genf, wo sie von 18,6 auf über 26% vorrückten, jedoch die GP gleichzeitig knapp 5% verlor. Im Jura gewann die SP ebenfalls drei Prozent und beinahe gleichviel verlor sie in Freiburg. Herausragend waren auch die Gewinne an Wähleranteilen der SD in Neuenburg und der Liberalen in Genf. Die Freisinnigen verloren in der Waadt und in Genf je ein Mandat, die SP verlor einen Sitz in der Waadt und gewann einen in Genf hinzu. Überraschend eroberte die PdA wieder ein Mandat in der Waadt, wo auch die Liberalen ihre Sitzzahl um einen auf drei ausbauen konnten.¹⁴

WAHLEN

DATUM: 20.10.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

Das Resultat für die Wahlen von **37 der 46 Ständeratssitze** war von der Niederlage der SP und dem schlechten Abschneiden der Frauen gekennzeichnet. In den Kantonen Freiburg und Tessin erreichte im ersten Wahlgang überhaupt kein Kandidat das absolute Mehr. Nach Durchführung eines zweiten Wahlganges in sieben Kantonen (AG, BE, BS, FR, TG, TI, VS) stand der Sieg der Freisinnigen fest: Die FDP erlangte neu 18 Mandate (+4) und erreichte damit wieder das Niveau von 1931; die CVP verlor drei (neu: 16) und der SP verblieben nur noch drei (-2) Sitze. Überraschend gewann die Lega dei Ticinesi einen Sitz. Bei den übrigen im Ständerat vertretenen Parteien (SVP, LP, LdU) ergaben sich keine Verschiebungen. Vierzehn Sitze der kleinen Kammer wurden erneuert (37,8%), wovon neun auf Rücktritte, einer auf die nachträgliche Besetzung des Sitzes des im Frühjahr verstorbenen Max Affolter (fdp, SO) und vier auf Abwahlen entfielen. Unter den Neugewählten waren auch sechs ehemalige Nationalräte (Willy Loretan (fdp, AG), Gilles Petitpierre (fdp, GE), Gilbert Coutau (lp, GE), Kurt Schäle (fdp, SH), Sergio Salvioni (fdp, TI) und Rolf Büttiker (fdp, SO)). Im Kanton Zürich konnte Monika Weber (ldu) ihr Resultat von 1987 noch verbessern und plazierte sich mit über 195'000 Stimmen zum zweiten Mal an erster Stelle, währenddem es dem SP-Kandidaten Elmar Ledergerber nicht gelang, Werner Vetterli (svp) trotz dessen relativ niedriger Stimmenzahl vom dritten Platz zu verdrängen. In Bern verfehlte die auf Arthur Hänsenberger nachfolgende Kandidatin der FDP, Christine Beerli, das absolute Mehr um 2000 Stimmen und trat im zweiten Wahlgang mit Erfolg gegen Leni Robert (gp) an. Überraschend war die Abwahl des CVP-Vertreters Xaver Reichmuth (seit 1983) in Schwyz. Die übrigen nicht Wiedergewählten waren Yvette Jaggi (sp, VD) und die beiden Tessiner Camillo Jelmini (cvp), der seinen Sitz an die Lega verlor, sowie Franco Masoni (fdp). Der Frauenanteil verschlechterte sich mit nur noch vier Gewählten auf 8,7% (1987: 10,9%).¹⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 22.10.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Regierungsparteien versuchten im Wahlkampf, auch möglichst viele **Rentnerinnen und Rentner** anzusprechen und zugunsten ihrer Parteien zu mobilisieren. Dabei spielte die Diskussion um die 10. AHV-Revision eine nicht unwesentliche Rolle. Kurz vor den Wahlen warfen sich FDP, SP und CVP gegenseitig vor, eine rasche finanzielle Besserstellung der Rentner verhindert zu haben. Aus der VOX-Analyse im Anschluss an die Wahlen ging unter anderem hervor, dass die FDP von allen Parteien den grössten Teil dieser Personengruppe mobilisieren konnte.

In den Augen vieler Wahlbeobachter spielten auch die Mutmassungen über eine vom Bundesrat geplante **Benzinzollerhöhung** von 25 bis 35 Rappen pro Liter, welche während den Sommermonaten diskutiert wurde und in der letzten Woche vor den Wahlen durch die Presse an die Öffentlichkeit gelangte, eine wichtige Rolle in der Meinungsbildung vieler, zu jenem Zeitpunkt noch unentschlossener Wählerinnen und Wähler. Ein direkter Zusammenhang zwischen dem Erfolg der AP sowie der Lega dei Ticinesi einerseits und der durch gewisse Medien geschürten Angst vor einer massiven Benzinpreiserhöhung andererseits liess sich in der VOX-Umfrage nicht nachweisen.¹⁶

WAHLEN

DATUM: 17.10.1999

DANIEL BRÄNDLI

Der **CVP**-Wahlparteitag anfangs Juli in Hergiswil (NW) wurde ebenfalls nach amerikanischen Vorbildern organisiert. Die Veranstaltung diente weniger einer inhaltlichen Diskussion der Wahlkampfthemen als vielmehr einer **Motivierung** für Kandidatinnen und Kandidaten. Emotionale Reden wurden umrahmt mit Showeinlagen sowie Pop- und Volksmusik-Darbietungen. Die neuen Bundesräte Metzler und Deiss wurden als Hoffnungsträger besonders prominent ins Bild gesetzt. Schwerpunkte der Ansprachen bildeten die Verbesserung der Beziehungen mit der EU (Bundesrat Deiss),

ein wirksames Vorgehen gegen illegale Einwanderer (Bundesrätin Metzler), die Aufforderung zur Stärkung des „Wir-Gefühls“ und Angriffe gegen die „Neinsager und Querulanten“ in den Reihen der SVP (Parteipräsident Durrer) und die Formulierung des Wahlziels „Dritte Kraft im Lande“ (Brigitte Hauser). Einige Wochen vor den Wahlen propagierte die CVP in seitengrossen Inseraten ihre Wahlbekenntnisse für eine zukunftsgerichtete Zusammenarbeit mit der EU und für eine „vorurteilsfreie Flüchtlingspolitik“. Wiederum wurden die Bundesräte Metzler und Deiss sowie Parteipräsident Durrer als Zugpferde ins Bild gesetzt.¹⁷

WAHLEN

DATUM: 21.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Die CVP versuchte mit dem Schlagwort Sicherheit die Emotionen zu wecken. Intern umstritten war eine Plakatserie der Partei, die zu Themen wie Asylpolitik linke und rechte Extremaussagen gegenüberstellte. Ziel der Aktion war es, der Bevölkerung die Position der Mitte näherzubringen. Die FDP nahm sich ebenfalls der Sicherheits-Thematik an und lancierte eine Kampagne unter dem Motto "Sicherheit durch Erneuerung". **Beide bürgerlichen Parteien wollten sich mit Begriffen, wie "Vernunft" und "Erneuerung" gegen rechts abgrenzen.** Die SP stellte soziale Grundwerte ins Zentrum. Die SVP führte keine nationale sondern kantonale Kampagnen. Dabei stand meist die Neutralitätsfrage und die Asylpolitik im Vordergrund.¹⁸

WAHLEN

DATUM: 26.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Die beiden anderen Bundesratsparteien standen im Vergleich zu den Wahlen 1995 etwas weniger in der Wählergunst. Die **FDP** verlor 0,3% und erreichte 19,9% Parteistärke; die CVP verlor 0,9% und erreichte 15,9% Parteistärke. Die **CVP** musste somit seit den Wahlen 1979 kontinuierliche Rückschritte in Kauf nehmen und erzielte in diesem Jahr ihr schlechtestes Ergebnis seit 1919. Den freisinnigen Zugewinnen in Schaffhausen (+8,5%) standen Verluste in Neuenburg (-5,0%) und im Jura (-10,0%) gegenüber. Die FDP legte in den Kantonen Bern und Basel-Land um je ein Mandat zu, verlor allerdings in Luzern, im Tessin, im Wallis und im Kanton Neuenburg je ein Mandat. Im Nationalrat nehmen daher anstatt 45 **nurmehr 43 Freisinnige** ihren Platz ein.

Die **Christlichdemokraten** büssten in St. Gallen (-5,0%) am meisten Wählerstimmen ein. In den Kantonen Zürich, Bern, Aargau, Thurgau, Genf und Jura vermochten sie moderate Gewinne zu erzielen. Die CVP verlor einen ihrer drei Freiburger Sitze an die SP. Dagegen konnte sie im Aargau einen Sitz zulegen. Im Kanton Genf, wo sie bislang mit einem Mandat vertreten war, machte die **CVP** einen zusätzlichen Sitz. Sie **baute ihr Kontingent für die grosse Kammer auf 35 Mandate aus (+1)**.¹⁹

WAHLEN

DATUM: 31.12.2003
ROMAIN CLIVAZ

Le **Parti démocrate-chrétien**, dans sa plate-forme électorale « Communauté suisse », avait défini les points forts de sa politique en 2002 déjà: la famille, la politique migratoire et une politique économique axée sur les PME. Il s'était défini comme « le Parti suisse » et avait manifesté sa volonté de jeter des ponts entre les différentes communautés du pays. Il estimait que la polarisation croissante de la politique tendait à les éloigner les unes des autres. Ces grandes orientations fixées, elles ont ensuite fait l'objet de papiers de positions spécifiques lors d'assemblées des délégués tenues d'août 2002 à janvier 2003. Le document concernant la famille a été adopté en août 2002 et contenait les revendications suivantes: mise sur pied d'une assurance maternité, élaboration d'une loi fédérale pour des allocations familiales selon le principe « un enfant – une allocation », allègement de la charge de l'impôt fédéral direct ou encore la réduction des primes d'assurance maladie pour les enfants. Le thème de la migration a fait l'objet d'un document accepté en octobre de la même année sous le titre: « Immigration contrôlée – Immigrés intégrés ». Se considérant comme le seul parti résolvant les problèmes relevant de la politique à l'égard des étrangers, le PDC soulignait son ouverture sur la question des migrations (naturalisation facilitée, mesures favorables à une intégration rapide), tout en estimant nécessaire de punir les abus (« principe de la tolérance zéro » pour les trafiquants de drogues, les criminels, les bénéficiaires de prestations sociales indues). La politique économique a fait l'objet de deux documents adoptés au début de l'année sous revue: « Plus d'innovation pour garantir l'emploi et la prospérité » et « Pour une confiance retrouvée ». Le premier document fixait des priorités économiques: soutien aux PME, encouragement à la recherche et la formation, amélioration des conditions de vie dans les régions rurales et périphériques par la mise à disposition d'infrastructures de qualité. Le second insistait sur la volonté du parti de soutenir une économie reposant sur des critères éthiques. En réponse aux scandales financiers de ces dernières années, le PDC exigeait des mesures en matière de gouvernance d'entreprise, d'indépendance

des organes de révision ou encore de transparence en matière de décisions importantes. En fin de campagne, le congrès extraordinaire tenu à Bâle a largement soutenu un « Contrat électoral du PDC avec le peuple suisse » proposé par la direction du parti. Ce document de six pages avait pour vocation de rappeler, en 34 points, les principales exigences du parti dans le cadre des trois grands axes de sa campagne.²⁰

WAHLEN
DATUM: 31.12.2003
ROMAIN CLIVAZ

Le **PDC**, conseillé par une agence de publicité, a certainement mené la campagne la plus originale parmi les partis gouvernementaux. Sous le slogan « Du mordant », et à grand renfort de brosses à dents estampillées PDC, c'est avec un semi-remorque transformable en scène que le parti espérait dépasser le PRD et redevenir la troisième formation au niveau national. Cette animation itinérante, baptisée « Roadshow », a fait escale dans les principales villes de Suisse, de préférence sur des places très fréquentées, ou devant des centres commerciaux. L'objectif était d'attirer l'attention du public grâce à une animation musicale et de permettre aux citoyens de rencontrer les candidats locaux, voire même Ruth Metzler ou Joseph Deiss. Pour la direction du parti, cette stratégie devait convaincre les citoyens indécis, les nouveaux électeurs ainsi qu'un certain électoral urbain. Ils misaient également sur le soutien d'un maximum d'électeurs, sans affiliation partisane, au comportement électoral volatile. Mettant l'accent sur la nécessité d'être vu, la centrale du parti a misé sur l'utilisation de gadgets électoraux (pose des grandes tours de 15 mètres à l'effigie du parti à quatre endroits en Suisse, distribution des ballons de plage dans les piscines publiques...). La centrale a également envoyé un CD aux sections locales et cantonales afin de coordonner les campagnes d'affichage, les annonces et les tracts. Le coût de cette campagne a été estimé à environ 1,5 million de francs. Il convient de préciser que les chiffres concernant les différents budgets de campagne sont à considérer avec prudence dans la mesure où ils ne sont que difficilement vérifiables. De plus, ils ne comprennent que les dépenses des centrales nationales des partis. Le **PS** a mis sur pied une équipe de sept personnes, baptisée « Campa 03 », chargée d'une double mission, une vers l'intérieur et l'autre vers l'extérieur. Il s'agissait, d'une part, d'être un centre de prestation pour les candidats : information sur l'actualité et les positions du parti, coordination de la campagne malgré la large autonomie laissée aux sections cantonales, attention portée à des apparitions aussi unifiées que possible, aide à l'élaboration de pages Internet, formation à la communication... Cette structure de coordination devait, d'autre part, mener une campagne d'affichage volontairement provocante, collant à l'actualité et montrant les différences essentielles entre les socialistes et les formations bourgeoises. Ce sont dix affiches principales qui devaient rythmer l'année jusqu'à l'automne. Pascal Couchepin et Joseph Deiss ont subi des attaques directes concernant des dossiers de leurs départements, respectivement les retraites et le chômage. Ajoutée aux déclarations de la présidente du PS concernant la possibilité de changer la composition du Conseil fédéral, l'affiche contre le ministre de l'économie a contribué à tendre les rapports entre le PS et le PDC. Cette structure souple devait permettre de réagir rapidement aux événements en préparant des communiqués de presse et des courriers électroniques d'information. Le coût de la campagne a été estimé à 1,3 million de francs, dont un tiers pour le personnel rattaché à la structure provisoire d'accompagnement. Conseillé par deux agences de publicité (une en Suisse alémanique et une en Suisse romande), le **PRD** s'est concentré sur des moyens plus classiques pour mener sa campagne : affiches, annonces et conférences de presse concernant des thèmes d'actualité. Il a également mis un CD d'informations (accès aux positions du parti, liste des cours disponibles...) à la disposition de ses candidats. Le coût de la campagne a été évalué à environ 1,3 million de francs. Avec un budget n'atteignant même pas le million de francs pour sa centrale nationale, l'**UDC** a choisi une stratégie décentralisée et laissé une grande autonomie aux sections cantonales. La centrale devait avant tout fournir la documentation relative aux positions du parti, des classeurs d'information aux candidats, de même que transmettre de l'information par courriel. Dans les dernières semaines de la campagne, l'UDC s'est toutefois illustrée avec une affiche condamnant la politique « de la gauche et de ses amis » qui était supposée protéger les criminels. Cette affiche faisait clairement l'amalgame entre l'immigration et la criminalité, parlant notamment de « mafia albanaise brutale ». Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a réagi en exprimant sa préoccupation face à cette dérive du débat. L'UDC a immédiatement qualifié ce commentaire « d'intolérable ingérence » d'une organisation internationale dans le débat interne d'un Etat souverain.²¹

WAHLEN
DATUM: 21.10.2007
SABINE HOHL

Die Nationalratswahlen waren geprägt durch das erneute **Zulegen der SVP von 26,7% (2003) auf 28,9%**, dies ist der höchste je von einer Partei erreichte Stimmenanteil seit der Einführung des Proporz. Die SVP eroberte 62 Mandate (+7) im Nationalrat, so viele wie FDP und CVP zusammen. Der Vorsprung der SVP auf die SP wuchs auf fast zehn Prozentpunkte an. Die SVP ist damit zur eindeutig stärksten Kraft in der schweizerischen Politik geworden. Die **SP dagegen brach ein** und erzielte mit 19,5% Wähleranteil (2003: 23,3%) ein schlechtes Ergebnis, nur 1987 und 1991 hatte sie einen noch tieferen Wähleranteil gehabt. Sie wurde in 15 Kantonen gegenüber 2003 schwächer und verlor 9 Mandate im Nationalrat. Den Sozialdemokraten schadeten wahrscheinlich die gute Konjunktur sowie die Prominenz des Themas Klimawandel. Die Popularität dieses Themas nützte dagegen den Grünen, welche auf Kosten der SP Wählerstimmen gewinnen konnten. Die **Grüne Partei war die zweite Siegerin der Nationalratswahlen**, sie erreichte einen Wähleranteil von 9,6% (2003: 7,4%). Sie gewann damit 7 Mandate im Nationalrat hinzu. Der Wähleranteil der Grünen Partei ist der höchste, den eine kleine Partei je erreicht hat. Die FDP verlor zum siebten Mal in Folge an Wähleranteilen und erzielte mit 15,8% das **schlechteste Ergebnis ihrer Geschichte**. In 13 Kantonen hatte die FDP Verluste an Wähleranteilen hinzunehmen. Sie verlor 5 Sitze im Nationalrat. **Nur gut ein Prozentpunkt trennte die Freisinnigen von der CVP**, die ihren Wähleranteil bei 14,5% (2003: 14,4%) stabilisieren konnte und drei zusätzliche Mandate im Nationalrat gewann. FDP und CVP lagen damit so nahe beieinander wie noch nie seit 1975. Das Wahlergebnis der CVP wurde allerdings getrübt durch zwei knappe Sitzverluste: Im Jura gewann überraschend ein SVP-Kandidat den bisherigen CVP-Sitz, ebenso in Obwalden, wo der CVP-Kandidat durch einen Parteilosen konkurrenziert worden war, so dass der SVP-Kandidat von Rotz als lachender Dritter das Rennen machen konnte.²²

WAHLEN
DATUM: 21.10.2007
SABINE HOHL

Die Wahlplattform der CVP, als **„Wahlvertrag“** bezeichnet und nur fünf Seiten lang, wurde am 20. Januar 2007 in Sursee (LU) ohne grosse Diskussionen verabschiedet. Der Wahlvertrag enthielt vier Schwerpunkte: Familienpolitik, Wirtschaftspolitik, Sozialpolitik und Umweltpolitik. Was die ersten drei Schwerpunkte betrifft, wurden weitgehend die bekannten Forderungen der CVP bekräftigt, etwa die nach einer geringeren Besteuerung der Familien. Neu war allerdings der starke Akzent der CVP beim Thema Umweltpolitik. So war im Wahlvertrag eine Verbotsforderung für Dieselfahrzeuge ohne Partikelfilter enthalten. In der Presse wurde der **neue ökologische Anstrich der CVP** speziell hervorgehoben und diskutiert. Die CVP musste sich gegen den Vorwurf verteidigen, Umweltthemen nur aufzunehmen, weil sie gerade im Trend lägen. Das Wahlziel der CVP war, im Ständerat die stärkste Kraft zu bleiben und im Nationalrat zuzulegen. Das Erreichen eines zweiten Bundesratssitzes wurde als Ziel zunächst auf 2011 verschoben, dann jedoch doch noch für die Bundesratswahlen 2007 aktuell, als Umfragen zeigten, dass die CVP die FDP bei den Wähleranteilen fast einholen könnte.²³

WAHLEN
DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Die **CVP** lancierte ihren Wahlkampf im Januar des Berichtjahres. Ziel seien 17% Wähleranteil, die Verteidigung der Sitze im Ständerat und der Gewinn von drei Sitzen im Nationalrat. Als wichtige Wahlkampfthemen wurden die Familien- und Sozialpolitik, die Sicherheitspolitik und die Energiepolitik bestimmt. Familien sollten finanziell entlastet und die AHV dank flexiblen Lösungen langfristig gesichert werden. Eine Armee mit 80'000 Mann und einem 4-Mia.-Budget sowie eine Energiepolitik, welche die Schweiz unabhängiger von ausländischem Öl machen sollte, wurden als Ziele formuliert. Mit dem Slogan **„Keine Schweiz ohne uns“** wollte sich die Partei als lösungsorientierte Partnerin präsentieren. Zudem lancierte die CVP zwei Familieninitiativen um zusätzliche Wählerinnen und Wähler für sich zu gewinnen.²⁴

WAHLEN
DATUM: 17.04.2019
MATHIAS BUCHWALDER

Résumé

Élections fédérales 2019

Des vagues vertes et violettes ont déferlé sur la Suisse lors des élections fédérales de 2019. En effet, celles-ci ont été marquées par la progression des partis écologistes et par une meilleure représentation des femmes sous la coupole. Portés par la présence de la question climatique dans le débat public, les vert.e.s sont passés de 13 à 35

parlementaires, et les vert'libéraux de 7 à 16. Les manifestations pour le climat ont permis à ce thème d'occuper le devant de la scène au cours de la campagne. De manière similaire, la grève des femmes du 14 juin 2019 a bénéficié d'une importante couverture médiatique. Dans les urnes, cela s'est traduit par une augmentation significative de la délégation féminine dans les deux chambres. 95 élues siègeront entre 2019 et 2023, contre 71 lors de la législature précédente.

En outre, la cuvée 2019 des élections fédérales s'est distinguée par un nombre record de candidatures. 4'645 personnes ont brigué un siège au Conseil national, contre 3'788 en 2015. Cette augmentation s'explique notamment par l'abandon des parrainages: les partis ont été exemptés de collecter des signatures pour présenter plusieurs listes. Ainsi, de multiples listes «jeunes», «femmes», «écologistes», «seniors» ou encore «innovation» ont été lancées. Avec divers apparentements, cela a permis à certain.e.s de grignoter les pourcentages nécessaires à la conquête d'un siège supplémentaire.

Lors de l'élection au **Conseil national**, les vert.e.s ont récolté 13.2 pour cent des voix (+6.1 points de pourcentage pp par rapport à 2015), franchissant ainsi pour la première fois la barre symbolique des dix pour cent. Leurs cousins vert'libéraux se sont établis à 7.8 pour cent (+3.2pp). Les partis gouvernementaux ont fait les frais de cette progression écologiste. Demeurant le premier parti du pays, l'UDC a cependant reculé à 25.6 pour cent (-3.8pp). Le PS a perdu 2pp pour s'établir à 16.8 pour cent, alors que le PLR a engrangé 15.1 pour cent des suffrages (-1.3pp). En perte de vitesse constante depuis plusieurs années, le PDC s'est fait passer devant par les vert.e.s. Avec 11.4 pour cent (-0.2pp), le parti démocrate-chrétien a réalisé le score le plus bas de son histoire. Enfin, le PBD a aussi perdu des plumes, avec un score de 2.5 pour cent (-1.6pp). En nombre effectif de mandats, 30 sièges sont revenus au groupe des vert.e.s, qui compte également deux membres de l'extrême-gauche (+18 par rapport à 2015). Les socialistes ont perdu 4 fauteuils mais en conservent 39. Les vert'libéraux obtiennent 16 mandats (+9) et le PLR 29 (-4). 31 parlementaires composent le groupe du centre (25 PDC, 3 PEV et 3 PBD), 5 de moins qu'en 2015. Malgré la perte de 12 sièges, le groupe UDC en compte encore 55, y compris un représentant de la Lega et un de l'UDF. Avec ce «Linksrutsch» («glissement à gauche»), les groupes UDC et PLR perdent la majorité absolue qu'ils détenaient entre 2015 et 2019.

Le vent de changement n'a en revanche pas atteint le **Conseil des États**. Favorisés par l'élection au système majoritaire pratiquée dans tous les cantons sauf le Jura et Neuchâtel, le PDC et le PLR demeurent les mieux représentés. Les démocrates-chrétiens ont conservé leurs 13 fauteuils. Le PLR en a perdu un pour s'établir à 12 mandats. Les vert.e.s ont progressé au détriment du PS. En effet, les écologistes (5 sièges) ont récolté 4 sièges supplémentaires, tandis que les socialistes (9 sièges) ont dû en abandonner 3. 6 sièges sont revenus à l'UDC (+1). Enfin, l'indépendant Thomas Minder a conservé son siège pour le canton de Schaffhouse.

L'**étude électorale** du FORS a révélé que le succès des vert.e.s était dû au soutien d'une grande part de l'électorat socialiste. En effet, un tiers des électeurs et électrices des vert.e.s avaient voté pour le PS en 2015. Globalement, le PES et le PVL ont bénéficié du soutien d'un électorat jeune. De son côté, l'UDC a eu de la peine à mobiliser son électorat, notamment car ses thèmes-phares, à savoir «l'immigration» et «l'asile», n'ont pas figuré en tête des problèmes jugés prioritaires par la population. Tandis que le PLR a aussi eu des difficultés à mobiliser son électorat, le PDC a pu compter sur ses fidèles. Pour le parti démocrate-chrétien, le bât blesse lorsqu'il s'agit de récolter des voix au-delà de ses troupes. En outre, la vague verte a été plus forte dans les villes que dans les campagnes. En revanche, pas de Röstigraben pour la progression écologiste, qui se fait ressentir tant en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Au Tessin, le succès des écologistes a été moins retentissant. L'arc lémanique et la région zurichoise ont connu les progressions les plus marquées des partis verts.

Poussé par son succès, le parti écologiste a revendiqué un siège au **Conseil fédéral**. Cependant, la candidature de la présidente du parti Regula Rytz (BE) n'a pas été couronnée de succès. Les partis bourgeois ont défendu le siège d'Ignazio Cassis et le Conseil fédéral a été renouvelé dans son intégralité.

Par canton:

Appenzell Rhodes-Extérieures: CE, CN

Appenzell Rhodes-Intérieures: CE, CN

Argovie: CE, CN

Bâle-Campagne: CE, CN

Bâle-Ville: CE, CN

Berne: CE, CN

Fribourg: CE, CN

Genève: CE, CN

Glaris: CE, CN
Grisons: CE, CN
Jura: CE, CN
Lucerne: CE, CN
Neuchâtel: CE, CN
Nidwald: CE, CN
Obwald: CE, CN
Saint-Gall: CE, CN
Schaffhouse: CE, CN
Schwyz: CE, CN
Soleure: CE, CN
Tessin: CE, CN
Thurgovie: CE, CN
Uri: CE, CN
Valais: CE, CN
Vaud: CE, CN
Zoug: CE, CN
Zurich: CE, CN

25

WAHLEN
DATUM: 20.10.2019
ELIA HEER

Bei den **Ständeratswahlen 2019** im **Kanton Graubünden** traten die beiden Bisherigen Stefan Engler (CVP) als auch Martin Schmid, beide seit 2011 im Ständerat vertreten, wieder zur Wahl an. Anders als vor vier Jahren, als die beiden die einzigen Kandidaten waren und in einer faktisch stillen Wahl gewählt wurden, mangelte es den beiden Bisherigen in diesem Jahr nicht an Gegenkandidaten. Nachdem auch Magdalena Martullo-Blocher eine Kandidatur lange nicht explizit ausschloss, nominierte die SVP schlussendlich Valérie Favre Accola in einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung einstimmig. Bei einer Wahl wäre sie gleichzeitig die erste Frau und die erste SVP-Vertreterin für Graubünden im Ständerat geworden. Dank guten Ergebnisse bei kantonalen Wahlen, ritt die Bündner SP auf einer Erfolgswelle. Deshalb galt ihr Ständeratskandidat Jon Pult als aussichtsreichster Herausforderer der beiden Bisherigen. Pult trat, ebenso wie Favre Accola, mit einer Doppelkandidatur zusätzlich auch bei den Nationalratswahlen an. Die Grünliberalen schickten Géraldine Danuser, aktuell Mitglied der Jungen Grünliberalen, ins Rennen. Das Kandidatenfeld wurde durch Timo Stammwitz (parteilos) komplettiert. So viele Herausforderer hatten die bisherigen Ständerate im Kanton Graubünden in der jüngeren Vergangenheit noch nie. Trotz dieser historischen Konkurrenz, schien die Bündner CVP-FDP-Standesstimme nie ernsthaft in Gefahr zu sein. Engler und Schmid traten an vielen Wahlkampfevents gemeinsam auf und betonten dabei stets ihre gute Zusammenarbeit.

Das Duo Engler und Schmid konnte sich wie erwartet schon am Wahlsonntag feiern lassen, denn beide wurden im ersten Wahlgang wiedergewählt. Das beste Resultat erzielte Stefan Engler, der mit 30'033 Stimmen problemlos das absolute Mehr von 23'778 erreichte. Dahinter landete Martin Schmid mit 26'629 Stimmen auf dem zweiten Rang. Die anderen Kandidierenden verpassten es die Favoriten in einen zweiten Wahlgang zu zwingen, geschweige denn ihnen ernsthaft gefährlich zu werden. Am ehesten gelang dies noch Jon Pult (15'230 Stimmen), der vor Valérie Favre Accola (10'093 Stimmen) und Géraldine Danuser (7'106 Stimmen) auf dem dritten Rang landete.²⁶

Aussenpolitik

Beziehungen zur EU

La perspective des **élections fédérales de 1995** a, cette année déjà, divisé les acteurs politiques sur l'opportunité d'introduire ou non la problématique européenne dans le débat électoral. Par ailleurs, l'institution de l'Europe des Quinze - de par l'adhésion de l'Autriche, la Finlande et la Suède à l'UE - et les interrogations induites par cet élargissement quant au devenir de l'EEE et de l'AELE ont contribué à relancer le débat sur l'Europe, gelé depuis le rejet de l'Espace économique européen en 1992. Partisans d'une campagne électorale axée sur la thématique européenne, l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) associée à l'aile dure de l'UDC, d'une part, et le PSS, d'autre part, ont d'ores et déjà défendu des positions antagonistes: jugeant indispensable que les divers candidats aux élections se prononcent sur l'Europe, le président de l'ASIN et conseiller national UDC zurichois Christoph Blocher a rappelé que son association combattra toute tentative d'adhésion à l'EEE ou à l'UE. A l'opposé, le comité central du PSS a voté une résolution réclamant un vote populaire sur l'adhésion à l'UE avant l'automne 1995. En revanche, les partis radical et démocrate-chrétien se sont prononcés en faveur du report du débat sur l'adhésion ou non à l'UE jusqu'au lendemain des élections fédérales, ceci afin de ne pas porter préjudice aux négociations bilatérales et de ne pas renforcer le front des opposants à l'Europe. Ne souhaitant pas nourrir la polémique, les partis gouvernementaux ont par ailleurs émis le voeu que le Conseil fédéral renonce à présenter un rapport intermédiaire aux Chambres sur l'état de la question européenne au début 1995. Malgré ces réticences, le gouvernement a confirmé sa volonté de publier ce document.²⁷

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Allgemeiner Umweltschutz

Angesichts der Probleme beim Vollzug des **Umweltschutzgesetzes** gewann das **Prinzip von Lenkungsabgaben vermehrt Beachtung**. Mit materiellen Anreizen bzw. Strafsteuern soll dabei der Akzent in der Umweltpolitik von Geboten und Verboten auf marktwirtschaftliche Lösungen verlagert werden. Dieses bisher v.a. vom LdU propagierte Instrument wurde im Berichtsjahr auch in der FDP intensiv diskutiert. Während ein Teil der Freisinnigen sich für Lenkungsabgaben stark machte, kündigte der Gewerbeverband seine entschiedene Opposition an. Der Bundesrat seinerseits äusserte sich ablehnend zu einer generellen Umweltabgabe, wie sie von einer Motion der LdU/EVP-Fraktion gefordert wird. Hingegen ist verwaltungsintern die Prüfung der Möglichkeiten ihres gezielten Einsatzes im Gange.²⁸

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Parteien

Grosse Parteien

Die Freisinnig-demokratische Partei (**FDP**), die in den Nationalratswahlen von 1983 (vgl. auch hier) zur stärksten Landespartei aufgestiegen war, **blieb von Abbröckelungserscheinungen nicht verschont**. Die Fortsetzung der Reihe von kantonalen und kommunalen Wahlmisserfolgen, die im Herbst 1985 in der Westschweiz begonnen hatte (vgl. auch hier), gab zur Deutung Anlass, dass der Slogan «Mehr Freiheit und Selbstverantwortung - weniger Staat» seine Wirkung verloren habe, ja bei einem Teil der Wähler zur Belastung geworden sei. Parteipräsident B. Hunziker plädierte denn auch für eine Öffnung der Partei gegenüber neuen Problemen und distanzierte sich von einer konservativen Haltung; vor allem aber wiederholte er seinen Ruf nach vermehrter innerer Geschlossenheit. Als einen Problembereich, mit dem sich die Politik nunmehr zu befassen habe, signalisierte die FDP die neuen Technologien, denen sie eine ausserordentliche Delegiertenversammlung widmete. Die von dieser verabschiedeten Postulate betonten vor allem die Aufgabe des Staates, im Bildungswesen aller Stufen Voraussetzungen für den technologischen Fortschritt zu schaffen und die Zusammenarbeit zwischen Wissenschaft und Wirtschaft zu fördern. Im übrigen solle sich der Staat auf die Gewährleistung günstiger Rahmenbedingungen für die Wirtschaft beschränken, Monopolstellungen bei Regiebetrieben abbauen sowie rechtliche und administrative Hemmnisse reduzieren ; vor einer direkten staatlichen

Technologieförderung wurde eher gewarnt. Von einer Verstärkung des umweltpolitischen Interesses in der FDP – zumal vor einem eidgenössischen Wahljahr – zeugte ein entsprechendes Manifest, das die Herbst-Delegiertenversammlung freilich erst teilweise genehmigte; die brisanten Postulate wurden noch einer parteiinternen Vernehmlassung unterstellt. Mindestens im Grundsatz fanden immerhin Lenkungsabgaben zur Schonung knapper Umweltgüter Zustimmung. Weitere Thesen und Grundlagenpapiere veröffentlichten Partei oder Fraktion zum Asylrecht, zur Finanz- und zur Energiepolitik. Auf kantonaler Ebene hatte die FDP namentlich in Genf und Baselland sowie in der Stadt Zürich mit inneren Spannungen zu schaffen.²⁹

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Nationalratswahlen büsste die FDP **mit sieben Verlusten von allen Parteien am meisten Sitze ein**; mit **1,9% weniger Wähleranteil** konnte sie den Schaden jedoch in Grenzen halten. Bei den Wahlen in den Ständerat konnte die FDP gar drei Sitze hinzugewinnen und die CVP als erste Partei ablösen. Bei kantonalen Wahlen verlor die FDP in den Kantonen Freiburg, Graubünden und Tessin insgesamt zehn Sitze, sie konnte diese Verluste jedoch durch Gewinne in andern Kantonen teilweise kompensieren.

WAHLEN
DATUM: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Vor den Wahlen brachte die Parteipräsidentin Eva Segmüller (SG) ihre Hoffnung zum Ausdruck, dass die schlechten Prognosen für ihre Partei zusätzliche Kräfte mobilisieren würden; dies war jedoch nicht der Fall. Die **CVP erlitt bei den Nationalratswahlen eine Einbusse von 1,5 Prozentpunkten bei den Wähleranteilen** und sank auf 18,2% (inklusive CSP-Listen in LU, SZ, SG, VS) ab; in sechs Kantonen verlor sie sieben Sitze und gewann nur in einem ein Mandat neu hinzu. Im Ständerat verlor sie zwei weitere Sitze (SZ, TI), nachdem 1990 schon in Glarus der christlichdemokratische Sitz an die FDP gegangen war.³⁰

WAHLEN
DATUM: 22.10.1995
EVA MÜLLER

Nach **acht Sitzverlusten** bei den 1995 durchgeführten **kantonalen Wahlen** verlor die Staatsgründerin FDP auch bei den **eidgenössischen Wahlen 0,8%** an Wählerstimmen (neu: 20,2%), konnte aber trotzdem einen **Nationalratssitz** hinzugewinnen. In einer Nachwahlanalyse führte Parteipräsident Steinegger das Wahlresultat unter anderem darauf zurück, dass die Mehrheit der FDP-Wählerschaft den EU-Beitritt als langfristiges Ziel nicht wünscht. Als weiteren Grund sah er den missglückten Angriff der Zürcher FDP auf die Zauberformel anlässlich der Bundesratswahlen. Während die FDP in ihrer einstigen Hochburg Zürich einen Sitz verlor, konnte die SVP um Christoph Blocher ihre Vorherrschaft im bürgerlichen Lager ausbauen.³¹

WAHLEN
DATUM: 22.10.1995
EVA MÜLLER

Bei den kantonalen Wahlen 1995 verlor die CVP insgesamt **neun Sitze**, was dazu beitrug, dass die Partei in den Medien überwiegend als **Verliererpartei** dargestellt wurde. Auf eidgenössischer Ebene blieb die CVP mit **nur einer Sitzeinbusse** (Ausgehend von einer Zuordnung, die den Sitz der Alliance jurassienne (BE) 1991 nicht zur CVP zählte) und einem **Wählerverlust von 1,2% (neu: 16,8%) aber von der grossen Niederlage** verschont. Allerdings drang die SVP in der Innerschweiz tief in CVP-Stammlande ein und näherte sich der CVP gesamtschweizerisch bis auf knapp 2% an. Mit Hugo Fasel (csp, FR) wechselte ausserdem der Chef der CVP-nahen Gewerkschaft CNG in die Fraktion der Grünen.

Die CVP gestand Fehler im Wahlkampf ein und kündigte an, die konfessionelle Öffnung forcieren zu wollen, um im protestantischen Lager neue Wähler zu gewinnen. Eine Studie kam zum Schluss, dass bei den eidg. Wahlen die CVP ihr Wählerpotential von allen Bundesratsparteien am schlechtesten, d.h. nur zu knapp einem Drittel, ausschöpfen konnte.³²

WAHLEN
DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Nachdem die CVP bereits bei den **kantonalen Wahlen ihren Krebsgang** fortgesetzt hatte, war ihr Abschneiden bei den Nationalratswahlen ambivalent. Die Partei verlor zwar 0,9% Wählerstimmen (1995: 16,8%, 1999:15,9%), konnte aber **trotzdem einen Sitzgewinn verzeichnen**.

WAHLEN
DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Nachdem die FDP in der ersten Jahreshälfte bereits in den Kantonen Zürich, Luzern und Basel-Land **Wählerstimmen und Parlamentssitze an die SVP** verloren hatte, überstand sie auch die Nationalratswahlen vom Herbst nicht unbeschadet. Die Verluste hielten sich allerdings **mit 2 Sitzen und -0,3% Wähleranteil in Grenzen**.

WAHLEN
DATUM: 29.09.2003
MAGDALENA BERNATH

Drei Wochen vor den Wahlen sprach sich Parteipräsident Philipp Stähelin an einem ausserordentlichen CVP-Parteitag in Basel mit Nachdruck für starke Mitteparteien und die Beibehaltung der Konkordanz aus und rechtfertigte damit den zweiten Bundesratsplatz der CVP. Die beiden CVP-Bundesratsmitglieder skizzierten die aus ihrer Sicht wichtigsten Herausforderungen der kommenden Legislatur: Rentenalter, Konsolidierung der bilateralen Beziehungen mit der EU, Prioritätensetzung bei den staatlichen Ausgaben, mehr Wettbewerb und Marktöffnung sowie echte Familienpolitik, das heisst steuerliche Entlastung der Familien. Die CVP wolle am Rentenalter 65 festhalten; um die Renten zu finanzieren, sollten die Kinder früher eingeschult werden und junge Erwachsene somit früher die Berufstätigkeit aufnehmen. Praktisch diskussionslos hiessen die Delegierten schliesslich einen 34 Punkte umfassenden **„Wahlvertrag der CVP mit dem Schweizervolk“** gut.³³

WAHLEN
DATUM: 22.01.2011
MARC BÜHLMANN

Die **Wahlplattform** der CVP wurde an der Delegiertenversammlung am 22. Januar in Pratteln vorgestellt. Als Kernthemen wurden Familie, Wirtschaft, Sicherheit und Umwelt festgehalten. Betreuungsgutschriften und -plätze für Kinder, ein stabiles Rechts- und Währungssystem, die Pflege des dualen Bildungssystems und Versorgungssicherheit bei der Energie und in der Landwirtschaft waren die hauptsächlichen Forderungen. Darüber hinaus wollte sich die CVP für ein Rentenalter von 65 Jahren für Mann und Frau und für eine Entlastung der Familien bei den Krankenversicherungskosten einsetzen. Bei der Energiepolitik sprach sich die Partei im Januar noch gegen einen Ausstieg aus der Atomenergie aus. Die Kampagne lief unter den Slogans „Erfolg. Schweiz. CVP“ und „Keine Schweiz ohne uns“.³⁴

WAHLEN
DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Immerhin wurde das Ziel, stärkste Partei der kleinen Kammer zu bleiben, erreicht. Allerdings mussten auch bei den **Ständeratswahlen** Verluste verkraftet werden. Mit insgesamt dreizehn Mandaten präsentierte sich die CVP zwar um zwei Sitze stärker als die FDP und SP (je elf Sitze), musste aber im Vergleich zu 2007 per Saldo zwei Mandate abgeben. Den Urner Sitz hatte die Partei bereits bei den Ersatzwahlen 2010 an die GLP verloren. Bei den ordentlichen Wahlen büsste sie zudem beide Sitze in den Kantonen Schwyz und St. Gallen ein. In Schwyz konnte der langjährige Ständerat Bruno Frick seinen Sitz nicht gegen die Angriffe der SVP halten. Im Kanton St. Gallen fiel der Sitz der CVP der SP zu. Auch hier verteidigte mit Eugen David ein langjähriger Ständerat seinen Sitz erfolglos. David trat nicht mehr zum zweiten Wahlgang an und mit ihrem Ersatzkandidaten war die CVP gegen die Angriffe von links und rechts chancenlos. Dass sie im Vergleich zu 2007 nicht drei Mandatsverluste beklagen musste, verdankte sie Pirmin Bischof, der den Sitz der FDP im Kanton Solothurn erobern konnte. Ihre Sitze verteidigen konnte die CVP zudem in den Kantonen Luzern (Graber), Nidwalden (Niederberger), Zug (Bieri), Freiburg (Schwallen), Appenzell Innerrhoden (Bischofberger), Tessin (Lombardi), Wallis (Fournier und Imoberdorf) und Jura (Seydoux). Neue CVP-Kantonsvertreter verteidigten den Sitz ihrer Partei in den Kantonen Uri (Isidor Baumann), Graubünden (Stefan Engler) und Thurgau (Brigitte Häberli). Chancenlos waren die Christlichdemokraten in den Kantonen Zürich, Bern, Basel-Landschaft, Aargau, Waadt, Neuenburg und Genf.³⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 03.03.2015
MARC BÜHLMANN

Anfang März 2015 standen die Präsidenten der drei bürgerlichen Parteien CVP (Christophe Darbellay; cvp, VS), FDP (Phillip Müller; fdp, AG) und SVP (Toni Brunner; svp, SG) vor die Medien, um einen **bürgerlichen Schulterschluss** in der Wirtschaftspolitik anzukünden. Mit Hilfe eines Programms, das möglichst viele gemeinsame Punkte wie etwa ein Verbot neuer Steuern in den nächsten fünf Jahren oder die Bekämpfung administrativer Kosten für Unternehmen enthalte, wolle man einen einheitlichen bürgerlichen wirtschaftspolitischen Kurs einschlagen, um den von der Frankenstärke verursachten Problemen Herr zu werden.

Weniger konkrete Übereinstimmung fand sich im Ende März vorgelegten Programm dann freilich in der AHV-, der Energie- und der Europapolitik. Das St. Galler Tagblatt sprach denn auch von einer «bürgerliche[n] Schnittmenge mit Lücke». Die Linke

reagierte skeptisch auf das gemeinsame Wirtschaftsprogramm. Christian Levrat (sp, FR), Parteipräsident der SP, sprach davon, dass FDP und CVP vor der SVP kapitulierten und zu Juniorpartnerinnen würden, sich damit aber für die anstehenden eidgenössischen Wahlen wohl «das eigene Grab schaufeln» würden. In Le Temps wurde die Vermutung geäußert, dass vor allem die CVP mit diesem Bündnis die rechte Flanke sichern wolle; dies sei nach dem BDP-Nein zu einer Fusion mit der CVP nötig, so die «Schweiz am Sonntag».

Das als gemeinsamer roter Faden gedachte bürgerliche Projekt bekam schon im Mai 2015 **erste Risse**. Die CVP versagte einem im Rahmen des Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspakets (KAP) von der SVP gestellten Antrag für eine Deckelung der Staatsausgaben ihre Unterstützung und hiess auch Mehrausgaben im Kulturbereich gut. Freilich hatten sich auch FDP und SVP im Rahmen des KAP für ein höheres Armeebudget und eine Entschärfung des Sparprogramms in der Agrarpolitik ausgesprochen. Der Blick sprach deshalb von einem «Wortbruch in Serie» und von einem gebrochenen «Sparschwur» und startete für die Sommersession 2015 einen «Schwur-Check», um aufzuzeigen, wo die bürgerlichen Parteien von ihren Sparversprechen abwichen. In der Folge meldeten sich im Boulevardblatt kritische Stimmen von CVP- und FDP-Nationalratsmitgliedern, wonach der Schulterschluss zu einem Verlust der Glaubwürdigkeit der eigenen Partei führen könnte.

Mitte Juni bezeichnete dann SVP-Parteipräsident Toni Brunner den Schulterschluss in einem Interview in der «Schweiz am Sonntag» als «Makulatur». Grund dafür war vor allem auch die Weigerung der FDP, mit der SVP flächendeckende Listenverbindungen für die eidgenössischen Wahlen einzugehen. Die SVP habe alles versucht, die beiden anderen Parteien «auf den Pfad der Tugend zurückzubringen», die CVP bewege sich aber nach links und der FDP sei egal, ob bei den Wahlen die SP oder die SVP zulege. In der Folge kam es zu gegenseitigen Schuldzuweisungen via Medien. Laut Christophe Darbellay verabschiedete sich die SVP aus dem bürgerlichen Lager, weil sie keine Hand für Lösungen biete. Zurückhaltender zeigte sich Philipp Müller. Man dürfe nicht nur auf die Differenzen zeigen, sondern müsse auch darauf schauen, was die bürgerliche Zusammenarbeit bereits gebracht habe. Die FDP halte deshalb am Schulterschluss fest, weil es ihr um den Erhalt von Arbeitsplätzen gehe. Die in der Herbstsession von der bürgerlichen Mehrheit gegen den Willen der eigenen Bundesratsmitglieder gutgeheissenen Deregulierungsvorstösse wurden denn etwa von der Aargauer Zeitung als «Lebenszeichen» für die angekündigte bürgerliche Zusammenarbeit interpretiert.³⁶

PARTEICHRONIK
DATUM: 25.04.2015
MARC BÜHLMANN

Ende **April 2015** trafen sich die **CVP-Delegierten** in Brugg (AG). Die **Delegiertenversammlung** stand im Zeichen der anstehenden eidgenössischen Wahlen. Parteipräsident Christoph Darbellay motivierte die Anwesenden: Die Chancen für die Wahlen 2015 seien intakt, es werde aber kein Spaziergang werden. Darbellay appellierte zudem an die anderen Parteien, für die weltweite Flüchtlingsproblematik gemeinsam Lösungen zu suchen. Die Delegierten hiessen ein Positionspapier zur Reform der AHV gut und fassten die Parolen für drei der vier im Juni anstehenden Abstimmungen: Ja sagten die Delegierten zum RTVG und zur Präimplantationsdiagnostik, ein Nein empfahlen sie zur Stipendieninitiative. Gegen die Erbschaftssteuerreform hatte sich die CVP bereits 2013 ausgesprochen.³⁷

PARTEICHRONIK
DATUM: 27.07.2015
MARC BÜHLMANN

Rund drei Monate vor den eidgenössischen Wahlen 2015 gründete die CVP ihr Netzwerk **„CVP International“**. Ziel sei eine Vernetzung der Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer. Mit dem von Filippo Lombardi, Patricia Mattle, Raymond Loretan und Daniel Wyss co-präsierten Gremium soll ein Sprachrohr für die Anliegen der fünften Schweiz geschaffen werden. Das Gremium wolle sich für die Rechte der Schweizerinnen und Schweizer im Ausland einsetzen und sich für E-Voting stark machen. In der Pressemitteilung Ende Juli wurde zudem darauf hingewiesen, dass die CVP für die Wahlen 2015 keine Auslandschweizerliste vorsehe, sondern dass Kandidierende aus dem Ausland in die kantonalen Listen integriert würden.³⁸

WAHLEN
DATUM: 18.10.2015
MARC BÜHLMANN

Als **Wahlziel der CVP für die eidgenössischen Wahlen 2015** definierte ihr abtretender Parteipräsident Christophe Darbellay (cvp, VS) einen Wählerinnen- und Wähleranteil von 14 Prozent. Mit Konzentration auf die Familienpolitik und die Verteidigung des Mittelstandes wollte Darbellay also 1.7 Prozentpunkte zulegen. Entsprechend war auch der Slogan des Wahlprogramms 2015: «Die Schweiz – unsere Familie». Gemäss Programm sollen Familie und Mittelstand unter anderem durch stabile Sozialwerke, ein leistungsstarkes Bildungssystem, eine gesunde und intakte Umwelt und eine

konstruktive Migrationspolitik gestärkt werden. In den Medien wurde prognostiziert, dass die CVP wohl erneut zu den Verliererinnen gehören werde. In 16 kantonalen Wahlen habe sie verloren und obwohl sie die «Königin der Abstimmungen» sei – auch 2015 gehörte die CVP gemessen an ihren Parolen bei fast allen Abstimmungen zu den Siegerinnen –, habe sie es bei den Wählenden schwer, titelte etwa der Tages-Anzeiger. Diese Brückenbauerfunktion bei Abstimmungen nütze ihr bei den Wahlen nichts, befand auch die NZZ. Die Partei habe zwar mit Doris Leuthard eine «populäre Bundesrätin», der «Spagat zwischen den konservativen Stammländern und dem progressiven Mittelstand» mache der Partei aber zu schaffen, urteilte der Sonntags-Blick. Und auch Le Temps sah das Problem der Partei vor allem darin, dass sie «entre fermeté et humanisme» oszilliere. Auch die geplatze Allianz mit der BDP dürfte der CVP kaum helfen, zu wachsen, vermutete die NZZ.³⁹

ANDERES

DATUM: 18.10.2015
MARC BÜHLMANN

Ende Januar 2015 legten die **CVP** und ihr ältestes Nationalratsmitglied **Jacques Neiryck** (cvp, VD) ihren **Streit** bei. Nachdem der 83-jährige Neiryck, der für die Christdemokraten insgesamt 12 Jahre (1999-2003 und 2007-2015) im Parlament gesessen hatte, gedroht hatte, einer anderen Partei beizutreten, weil die CVP nicht ihn, sondern Claude Béglé (cvp, VD) als Spitzenkandidat unterstützen wollte, lenkte die CVP Waadt schliesslich ein und erlaubte ihrem Doyen eine Kandidatur für den National- und den Ständerat, allerdings nicht auf der Haupt-, sondern auf der CVP-Seniorenliste. Bei den Wahlen schaffte es Béglé, den einzigen Nationalratsitz der CVP zu verteidigen – in den Ständeratswahlkampf konnte die CVP hingegen nicht eingreifen. Der ehemalige umstrittene Postchef Béglé erhielt letztlich wohl auch dank seinem Spitzenplatz auf der Hauptliste rund 5'000 Stimmen mehr als sein grösster Konkurrent Neiryck, der seinerseits in einem Interview im Nachgang der Wahlen bedauerte, dass die CVP nun wohl nach rechts rutschen werde.⁴⁰

PARTEICHRONIK

DATUM: 11.12.2019
GIADA GIANOLA

Bei den **Bunderstaswahlen 2019** bestätigte die **CVP** ihren Sitz: Ihre bisherige Bundesrätin **Viola Amherd wurde mit dem besten Resultat (218 Stimmen) wiedergewählt.**

Nach vielen Spekulationen in den Medien über eine mögliche Unterstützung der CVP für einen grünen Bundesratsitz entschied sich die Mitte-Fraktion gegen den Angriff auf amtierende Bundesräte und für eine angemessene Vertretung der Sprachregionen und unterstützte folglich FDP-Bundesrat Ignazio Cassis – wie Gerhard Pfister (cvp, ZG) in der NZZ erläuterte. Entsprechend verzichtete die CVP auch darauf, Grünen-Kandidatin Regula Rytz zu einem Hearing einzuladen. Die WOZ wusste jedoch zu berichten, dass Gerhard Pfister Regula Rytz durchaus hätte einladen wollen, um so Druck auf die FDP auszuüben. Sein Ziel sei es gewesen, die Freisinnigen dadurch zu einer Zusage zu bewegen, Viola Amherd bei den Bundesratswahlen 2019 nicht abzuwählen. Er sei jedoch von der Fraktion überstimmt worden.

Gerhard Pfister äusserte sich in den Medien auch über die Zauberformel und erklärte, dass er einen Konkordanz-Gipfel organisieren werde, um über die Zusammensetzung des Bundesrates zu diskutieren. Die Parteien müssten eine neue Zauberformel für die Bundesratszusammensetzung erfinden, wobei die FDP wohl einen Bundesratsitz abgeben müsste. Die entsprechenden Gespräche – so Pfister – sollten im neuen Jahr beginnen.⁴¹

1) AB NR, 2018, S. 327; TA, 4.1.18; LT, 27.2.18; LZ, 7.3.18

2) Gruner (1977). Die Parteien in der Schweiz.; Havlicek/Steinmann (1978). Die Publikumsresonanz der Wahlsendungen des Fernsehens.; Hertig (1980). Analyse der Nationalratswahlen 1979 (Vox-Sondernummer).; Unser Parlament 1979/83 und was das Volk von ihm erwartet (1980).; Ww, 21.3.79; Vat., 23.4.79; NZZ, 19.5.79; Der Freisinn, juillet 1979; TAM, 29.9.79; Bilanz, oct. 1979; 24 Heures, 1.10.79; BaZ, 11.10.79, 12.10.79, 15.10.79, 17.10.79 et 19.10.79; LNN, 15.10.79; TA, 16.10.79;

3) PSS, Programme 1979-1983, Berne 1979; PRDS, Objectifs; PDC suisse, Orientation vers les années 80, 1979; UDC, Programme d'action 79.

4) TA, 27.4.83 et 4.5.83; Bund, 27.4.83, 10.5.83, 8.6.83, 13.6.83, 30.6.83, 2.7.83 et 15.12.83; 24 Heures, 25.7.83.

5) BBl, 1983, IV, S. 285 ff.; Communication écrite de l'Office fédéral de la statistique (1984).; TA, 10.9.83, 29.11.83.

6) NZZ, 29.1.83, 16.6.83 et 28.7.83; TA, 6.7.83; Rote Revue, 62/1983; SP-Information, 12.10.83; Schweizer Monatshefte, 63/1983.; PDC suisse (1983). Famille, emploi, qualité de vie. Programme des points forts 1983-87.; PDC suisse (1983).

L'exploitation familiale – modèle de la politique agricole.; PDC suisse (1983). Une politique de la paix et de la sécurité d'inspiration chrétienne.; PRD (1983). Nos convictions. Les principes du radicalisme moderne.; PSS (1983). Objectifs 1983-87 - Elections fédérales 1983.; SPS/PSS (1983). Moins d'Etat ou Etat-providence? Une analyse de l'idéologie du « Moins d'Etat». ; UDC (1983). Moins de théories, plus d'actions. Profession de foi.; UDC (1983). Programme d'action '83.

7) BBl, 1991, S. 671 ff.; Seitz (1991): Nationalratswahlen 1991. Der Wandel der Parteienlandschaft seit 1971; vgl. Presse vom 21.10.-23.10.91. Vgl. auch "Unser Parlament", Beilage zu TA, 2.12.91.

8) CVP-Dokumentation, 21.10.91 und CVP-Pressedienst, 23.10.91.; Longchamp / Hardmeier (1991): VOX-Analyse der Nationalratswahlen 1991; Presse vom 21.-23.10.91. Politik und Wirtschaft, 1991, Nr. 12, S. 26 ff.

9) BZ, 6.11.91; NZZ, 18.11. und 28.11.91; BZ, 20.11.91.

10) LNN, 22.10.91.; Schmitt (1991): Aargau; Wertewandel in der Wiege des Liberalismus. In: Politik und Wirtschaft, Nr. 12, S. 32

ff.

- 11) Presse vom 22.10.91.
- 12) Presse vom 22.10.91.
- 13) LNN, 22.10.91.
- 14) Presse vom 22.10.91.
- 15) Presse vom 21., 22.10., 4.11., 11.11. und 18.11.91. ; Vgl. auch Freisinn FDP, Nr. 11, November, 1991.
- 16) BZ, 7.10.91.; Longchamp / Hardmeier (1991): VOX-Analyse der Nationalratswahlen 1991; NQ, 25.10.91.
- 17) Presse vom 5.7.99; SGT, 29.9.99
- 18) TA, 12.6.99
- 19) NZZ, 4.12.99 und 5.2.00; Lit. Seitz, Die Nationalratswahlen 1999, S. 6 f.
- 20) Presse du 17.6.02, du 2.9.02, du 28.10.02 et du 13.1.03 ; NZZ, 29.9.03 et « Contrat électoral du PDC avec le peuple suisse ».
- 21) NZZ des 31.7 et 16.9.03; CdT, 30.6.03; Lib., 10.10.03 et TA, 18.10.03
- 22) BBl, 2007, S. 8015 ff.; Lit. Seitz/Schneider.
- 23) NZZ und TA, 22.1.07; NZZ, 12.7.07; LT, 23.7.07; TA, 1.9.07; Presse vom 15.9.07; LT, 23.7.07.
- 24) Presse vom 24.1. und 10.2.11.
- 25) FORS – élections fédérales 2019, Tresch et al.; LT, 13.8.19; LT, 27.8., 20.9., 1.10., 15.10.19; LT, Lib, 16.10.19; LT, Lib, TA, 21.10.19; NZZ, TG, 22.10.19; LT, WoZ, 24.10.19; NZZ, 26.10.19; SoZ, 27.10.19; TA, 28.10., 29.10., 5.11., 9.11.19; LT, NZZ, 15.11.19; LT, 18.11.19; TA, 19.11.19; AZ, LT, Lib, NZZ, TA, 25.11.19; LT, 26.11.19; Lib, 28.11.19; TA, 29.11.19; AZ, Lib, 2.12.19; LT, 6.12.19; NZZ, 7.12.19; SGT, 28.12.19
- 26) SGT, 12.1.19; SGR, 15.1., 14.2., 20.4., 4.5., 29.5.19; SGR, 14.8.19; SGR, 15.8., 22.8., 5.9., 13.9., 21.10.19
- 27) Lib., 12.11.94; presse des 15.11, 22.11 et 25.11.94; JdG, 17.11.94; NQ, 14.11 et 21.11.94; 24 Heures, 13.12.94.
- 28) AB NR, 1987, S. 1016; AS, 1988, S. 108; Presse vom 23.2. und 7.4.87; SHZ, 16.7.87; BaZ, 25.8.87; NZZ, 28.8., 16.9. und 8.12.87; TA, 2.9.87; Ww, 8.10.87; Bilanz, 1987, Nr. 6, S. 23 f. ; Verhandl. B. vers., 1987, III, S. 33
- 29) Arigoni und Urio (1986). Aspects de la régionalisation du Parti Libéral-Radical du Tessin.; NZZ, 7.1., 9.1. und 27.9.86; Ww, 9.1.86; 24 Heures, 30.1.86; LM, 19.2.86; L'Hebdo, 27.2.86; TA, 28.2., 13.3. und 9.5.86; Sonntags-Blick, 16.3.86; Presse vom 21.4., 25.8. und 27.10.86; JdG, 1.7.86; SZ, 22.7.86; Suisse, 27.8.86; SGT, 29.10.86; BaZ, 29.11., 3.12. und 5.12.86; SJPW, 26/1986, S. 107 ff.; Politische Rundschau, 65/1986, 66/1986 und 66/1987; Der Freisinn, 1986, Nr. 6.
- 30) BÜZ vom 19.9.91
- 31) Bund, 20.12.95; SoZ, 29.10.95
- 32) Farago (1995). Zusammensetzung und politische Orientierungen der Wählerschaft an den eidgenössischen Wahlen 1995; TA, 18.11.95; SoZ, 12.11.95; Presse vom 29.1.96
- 33) Presse vom 29.9.03.
- 34) Presse vom 24.1.11 und 10.2.11.
- 35) Presse vom 24.10., 28.10., 13.11., 21.11., 28.11. und 5.12.11; NZZ, 7.12.11.
- 36) LT, 23.2.15; Blick, LZ, NZZ, 3.3.15; NZZ, 4.3.15; Exp, LT, LZ, Lib, SGT, 28.3.15; LT, 2.4.15; SO, 26.4.15; LT, 7.5.15; NZZ, 9.5.15; Blick, 1.6.15; Blick, 3.6., 4.6.15; Blick, 6.6.15; SO, 21.6.15; Blick, 22.6.15; AZ, Lib, 23.6.15; SO, So-Bli, 28.6.15; AZ, 29.6.15; SO, 27.9.15
- 37) Pressemitteilung Delegiertenversammlung vom 25. April 2015 der CVP Schweiz; NZZ, 27.4.15
- 38) Medienmitteilung CVP vom 27.7.2015
- 39) Wahlprogramm 2015 CVP; Exp, Lib, 26.1.15; TA, 18.8.15; LT, 29.8.15; So-Bli, 30.8.15; LT, NZZ, 31.8.15; 24H, 8.9.15
- 40) 24H, LT, NZZ, 29.1.15; LZ, SGT, 5.10.15; So-Bli, 25.10.15
- 41) AB NR, 2019, S. 2476 ff. ; NZZ, 20.11.19; So-Bli, SoZ, 24.11.19; TA, 25.11.19; WW, WoZ, 5.12.19; NZZ, 12.12.19